

Les recettes d'hier ne sont pas la solution aux problèmes d'aujourd'hui

Contre la réintroduction du statut de saisonnier

Ces derniers temps, des décisions politiques, prises lors des initiatives populaires, ont de graves conséquences pour les personnes concernées: c'est par exemple le cas avec l'adoption de l'initiative sur le renvoi, sur l'internement à vie ou d'autres plus problématiques en ce qui concerne l'Etat de droit, telle que l'initiative contre les minarets. De plus, un autre signal allant dans le même sens a récemment été donné. Avec l'acceptation de l'initiative contre l'immigration de masse, des contingents d'étrangers seront désormais réintroduits et ce, malgré l'incohérence d'un tel outil pour gérer l'immigration.

Nous, membres du PS60+, nous opposons à toute aspiration à réintégrer un hostile statut de saisonnier. Les gens ne peuvent être considérés comme des marchandises et être déplacés à tout va. Nous combattons la suppression du regroupement familial et le démantèlement du statut juridique des migrants. Nous ne voulons pas d'un retour aux séjours de courte durée, qui rendent impossible tout changement d'emploi et donnent aux personnes concernées un statut juridique extrêmement précaire.

Nous, membres du PS60+, sommes de la génération qui se souvient encore à quel point le statut de saisonnier a fonctionné de manière inhumaine et quelles indignes répercussions il a eu. Nous nous souvenons des privations de droits et de l'arbitraire sur le marché du travail, de la dégradation des conditions de vie dans les baraquements, de la souffrance des familles séparées, des enfants cachés qui ne pouvaient aller à l'école, à la violation des Droits humains et de la dignité humaine des travailleurs saisonniers, qui n'avaient été amenés chez nous qu'en tant que main-d'œuvre.

A ce titre, nous rejetons vigoureusement l'initiative ECOPOP, qui arrivera prochainement en votation. Son adoption aurait des conséquences encore plus désastreuses. L'initiative prévoit une limitation beaucoup plus forte de l'immigration, qui serait appliquée en violant massivement les droits existants des étrangères et étrangers vivant déjà chez nous. Cette initiative est xénophobe et nuit aux droits des travailleurs. Sous couvert d'écologie, elle combat l'immigration. De plus, elle est absurde, parce qu'elle ne tient pas compte de l'impact des dérapages économiques sur l'environnement.

Nous souhaitons maintenir l'impact positif de la libre circulation des personnes. Elle est basée sur l'égalité de traitement de tous les travailleurs, qui peuvent ainsi vivre et travailler légalement en Suisse. Dans le même temps, nous exigeons de renforcer les mesures d'accompagnement pour les travailleurs indigènes et les protéger de la pression sur les salaires. Nous nous engageons pour une Suisse ouverte, qui contribue à façonner l'avenir de l'Europe.